

Non classifié

STD/CSTAT/WPNA/M(2007)1



Organisation de Coopération et de Développement Économiques
Organisation for Economic Co-operation and Development

Français - Or. Anglais

**DIRECTION DES STATISTIQUES
COMITÉ DES STATISTIQUES**

**STD/CSTAT/WPNA/M(2007)1
Non classifié**

Groupe de travail sur la comptabilité nationale

**Réunion conjointe du Groupe de travail sur les comptes nationaux et du Groupe de travail sur les statistiques financières, 3 octobre 2007
Groupe de travail sur les comptes nationaux, 4 et 5 octobre 2007**

PROJET DE COMPTE RENDU SUCCINCT

**Tenu à la Tour Europe
Paris, La Défense**

Pour plus d'informations, veuillez contacter Paul Schreyer ; Courriel : paul.schreyer@oecd.org

TA88300

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine
Complete document available on OLIS in its original format

Français - Or. Anglais

PROJET DE COMPTE RENDU SUCCINCT

Adoption de l'ordre du jour

1. Le Président du Groupe de travail sur les comptes nationaux (GTCN), Brent Moulton (BEA), souhaite la bienvenue aux membres présents à la réunion. Il informe ensuite les participants que M. Goto (Japon) ayant été muté à un autre poste au sein de l'administration de son pays, il a quitté ses fonctions de vice-président. M. Moulton propose qu'il soit remplacé par M. Owaki, également japonais. L'assemblée accepte cette nomination.
2. L'ordre du jour [STD/CSTAT/WPNA/A(2007)1] est approuvé, de même que le procès-verbal de la précédente réunion [STD/CSTAT/WPNA/M(2006)1] d'octobre 2006.

Point n° 1 – Rapport d'avancement sur la révision du Système de comptes nationaux (SCN)

3. La responsable de l'examen du SCN, Carol Carson, décrit le processus suivi pour mener la révision du SNC 1993, et les tâches accomplies ces dernières années. La Commission statistique des Nations unies (CSNU), indique-t-elle, a décidé de réaliser cette révision en deux étapes et de publier le Volume I en 2008 et le Volume II en 2009. Le Volume I comprend la « structure principale » des comptes, c'est-à-dire les chapitres 1 à 17, et sera mis en ligne peu après son approbation à la réunion de la CSNU en mars 2008. Le Volume II traite les questions liées aux interprétations, aux extensions et la présentation des comptes nationaux. Mme Carson décrit ensuite ce qui reste à faire dans le courant de l'année et les problèmes rencontrés dans la préparation du Volume II pour la réunion de 2009 de la CSNU. En conclusion, elle invite les participants à faire part de leurs idées et commentaires sur les enseignements qui peuvent être tirés du passé pour affiner et adapter le processus de mise à jour afin d'assurer son succès. Elle suggère que l'on réduise le temps alloué aux commentaires, qui est actuellement de 60 jours. Un représentant suggère qu'une durée 30 à 45 jours – selon la période de l'année – pourrait être acceptable.
4. Anne Harrison, rédacteur en chef de la Révision 1 du SCN, évoque un certain nombre de chapitres ou d'extraits de chapitres actuellement en cours de révision ou de préparation. Elle revient sur les points qui ont nécessité les extensions aux chapitres 7, 8 et 9 et l'organigramme décisionnel utilisé pour définir les unités.
5. Le Groupe prend note de ces informations sur la mise à jour du SCN.

Point n° 2 –Plans pour la mise en œuvre

6. Christian Ravet (Eurostat) présente un document d'Eurostat [STD/CSTAT/WPNA(2007)11] qui détaille le plan de l'Union européenne pour la révision du SEC 95 pour intégrer les modifications apportées à la révision 1 du SCN 1993, et la manière dont ces changements sont répercutés dans les différentes comptabilités nationales des pays Membres de l'Union européenne. Actuellement, on prévoit que l'adoption officielle de la révision du SEC 95 sera actée en 2011 et les méthodes et la transmission des données conformément au nouveau SEC le seront en 2014.

7. Charles Aspden (OCDE) présente une version révisée du document présenté à la réunion du GTCN en 2006, décrivant les plans des pays de l'OCDE n'appartenant pas à l'UE pour l'introduction de la Révision 1 du SCN 1993. Le délégué du Canada indique que son pays a décidé de repousser à 2012 ou 2013 l'adoption de la Révision 1, afin d'être à peu près en phase avec les États-Unis. Par conséquent, il semblerait que l'Australie soit le premier pays Membre de l'OCDE à adopter la Révision 1, puisqu'elle prévoit de le faire en fin 2009, suivie par les États-Unis et le Canada en 2012-13. Les pays de l'OCDE n'appartenant pas à l'UE se proposent de se coordonner avec les Membres de l'UE, mais la Corée et le Japon prévoient, sous réserves, d'opérer le changement respectivement en 2014 et en 2015. La Nouvelle Zélande et le Mexique n'ont pas de projets en la matière pour l'instant.

8. Les délégués de l'Australie et du Canada évoquent l'importance du travail à accomplir pour intégrer la mise aux nouveaux standards des comptes financiers, notamment pour la révision des secteurs. Ils attirent également l'attention des pays Membres sur les projets liés à l'introduction de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements.

Point n° 3 – Le point sur les comptes nationaux dans les pays émergents

9. Trois pays présentent une communication : le Brésil [STD/CSTAT/WPNA(2007)22], l'Inde [STD/CSTAT/WPNA(2007)5] et le Chili [STD/CSTAT/WPNA(2007)21/REV1], qui donnent un aperçu de la manière dont ils compilent leurs comptes nationaux, des données couvertes, et des échéances. Les Membres de l'OCDE félicitent ces trois pays pour la qualité de leurs documents et de leurs présentations, et suit une discussion animée sur différents sujets tels que l'ajustement saisonnier, les problèmes d'exactitude des données sur le « secteur informel », la difficulté à rendre compatibles les tableaux décrivant l'offre et la demande sur plusieurs années en raison des révisions des données de base, et les problèmes liés à l'additivité des estimations de volume sur le long terme.

Points 4 et 5 – Systèmes de pension

10. Deux exposés sont entendus concernant les pensions de retraite. Le premier, présenté par le délégué canadien, Patrick O'Hagan, porte sur un compte satellite des pensions [STD/CSTAT/WPNA(2007)23] ; le second, présenté par des représentants de la BCE et d'Eurostat, rend compte des travaux de la Task force de l'UE sur la mise en œuvre d'un tableau supplémentaire pour les pensions [STD/CSTAT/WPNA(2007)12]. En réponse à un certain nombre de questions concernant le tableau supplémentaire, John Verrinder (Eurostat) explique que ce tableau a un double rôle. D'abord il sert à fournir davantage d'information aux utilisateurs, et ensuite il est conçu de manière à permettre les comparaisons internationales. Il est évident que les comptes nationaux devront s'appuyer sur les données et l'expertise de leurs ministères des finances pour les estimations des engagements au titre des retraites par répartition et les modèles utilisés pour les établir. Mais il juge aussi utile d'avoir des modèles simplifiés fondés sur des hypothèses communes à tous les pays afin de permettre les comparaisons internationales. La Task force d'Eurostat a décidé que les pensions d'assistance sociale ne doivent pas être incluses dans ce tableau, car dans ce cas il est difficile de déterminer l'engagement de l'État.

11. Le Groupe accueille favorablement ces deux présentations. Le Secrétariat rappelle que, si la Task force de l'UE va aboutir à une approche commune pour l'estimation des engagements au titre des retraites au sein de l'Union européenne, il faut aussi veiller à la comparabilité des tableaux supplémentaires avec les autres pays de l'OCDE.

Point n° 6 – Le point sur le Manuel de l'OCDE sur la mesure du capital

12. Paul Schreyer (OCDE) présente le deuxième projet de révision du Manuel sur la mesure du capital [STD/CSTAT/WPNA(2007)2]. L'objet de ce manuel est de compléter la révision du SCN ; il a été

voulu par le Groupe de Canberra II sur les actifs non financiers. Le Groupe de travail assiste à une présentation générale du Manuel : ses objectifs, sa structure et les principaux messages qu'il contient concernant la mesure. L'Australie et les Pays-Bas font plusieurs commentaires sur le texte, soulignant quelques lacunes, notamment le manque d'un traitement plus explicite des pertes catastrophiques, et évoquant l'importance d'informations fiables sur la durée de vie utile.

13. En résumé, le Groupe accueille favorablement le projet de manuel et exprime son approbation sur l'essentiel. Le Secrétariat indique que d'autres commentaires pourront être reçus d'ici au **30 novembre 2007** afin d'être incorporés dans une troisième révision du manuel. Cette troisième version sera ensuite soumise au Comité des statistiques de l'OCDE à sa réunion de 2008 pour être officiellement avalisée.

Point n° 7 – Enquête sur l'estimation du foncier et des structures

14. Charles Aspden (OCDE) présente les résultats d'une enquête menée auprès d'organismes nationaux de statistiques sur leurs méthodes d'estimation du foncier et des structures [STD/CSTAT/WPNA(2007)8]. Douze pays ont répondu à l'enquête, parmi lesquels sept indiquent qu'ils dérivent les estimations du stock de foncier. Schématiquement, les méthodes utilisées par ces sept pays relèvent de trois catégories : (a) réaliser une enquête sur les unités statistiques ; (b) multiplier les surfaces foncières par les valeurs unitaires ; (c) utiliser un modèle fondé sur les données de recensement de population pour estimer le foncier bâti à destination habitat. Parmi les pays qui ont répondu à l'enquête mais ne dérivent pas d'estimations du stock de terres, plusieurs expliquent que ces estimations ne sont pas considérées comme prioritaires.

15. Les pays saluent les présentations et les travaux entrepris, qui seront également utiles pour décrire les méthodes dans le Manuel sur la mesure du capital. Sont soulignées les difficultés rencontrées pour la dérivation des estimations de foncier, notamment lorsqu'il n'existe pas d'indice fiable des prix du foncier. Les pays n'ayant pas encore répondu au questionnaire et souhaitant le faire, et ceux qui désirent faire des commentaires sur le texte, sont invités à le faire **avant le 30 novembre**. Le Secrétariat publiera ensuite un document révisé.

Point n° 8 – Estimations des actifs non financiers: l'expérience des différents pays

16. Dans ce point de l'ordre du jour, Daniel Smith (Australie) [STD/CSTAT/WPNA(2007)16], Patrick O'Hagan (Canada) [STD/CSTAT/WPNA(2007)18] et Oda Schmalwasser et Marc Peter Radke (Allemagne) [STD/CSTAT/WPNA(2007)10] présentent les exemples pertinents et instructifs de leurs pays. Au cours du débat, sont posées des questions sur la manière dont sont construites les estimations trimestrielles de bilan, et sur l'importance du biais lorsque l'on applique la méthode de l'inventaire perpétuel à des flux d'investissement composés d'actifs neufs et d'occasion. En effet, telle qu'elle est utilisée dans la méthode de l'inventaire perpétuel, la durée de vie utile correspond à la durée de vie d'actifs neufs et non à celle d'actifs usagés.

17. Le Groupe salue les présentations et souligne l'importance pour les politiques d'un grand nombre d'éléments statistiques qui entrent dans la construction des données de stocks d'actifs non financiers, en particulier le prix du foncier et la valeur et le volume des biens immobiliers.

Point n° 9 – Conclusions du Groupe de travail sur les statistiques financières

18. Le Président du Groupe de travail sur les statistiques financières (GTSF), Patrick O'Hagan (Canada) récapitule les débats et les travaux en perspective tels qu'ils ont été évoqués au GTSF le 2 octobre 2007. Il précise quelques points méthodologiques, en particulier les orientations à prendre s'agissant du traitement des opérations de titrisation, les travaux sur la réévaluation et les autres modifications des volumes, et les travaux sur les produits dérivés et la comptabilité des pensions de

retraite. La synthèse du Président traite également des différentes bases de données tenues par l'OCDE, et de l'évaluation du Comité des marchés financiers de l'OCDE. Pour plus d'informations sur la réunion du GTSF, on se reportera à son compte rendu succinct [COM/STD/DAF/M(2007)1].

Points 10 et 11 – Recherche et développement

19. Ce point se compose de quatre présentations concernant : le projet de manuel de l'OCDE sur la mesure de la propriété intellectuelle [STD/CSTAT/WPNA(2007)7], qui inclut actuellement un projet de texte sur les logiciels et la R&D (préparé par le Secrétariat de l'OCDE), un projet de texte sur l'exploration minière et la partie du manuel consacrée à l'évaluation [STD/CSTAT/WPNA(2007)17] (préparé par le Bureau australien des statistiques), un rapport sur la version 2007 d'un compte satellite de la R&D des États-Unis (document de séance) et un rapport sur de récents travaux des Pays-Bas sur leur compte satellite de la R&D [STD/CSTAT/WPNA(2007)14].

20. Plusieurs points importants sont soulevés dans le débat qui fait suite aux présentations :

- Certains regrettent que deux Task forces soient prévues, une OCDE et une Eurostat. Le Secrétariat convient qu'il serait préférable qu'il n'y en ait qu'une mais que s'il devait y en avoir deux, il s'efforcera d'organiser des réunions communes avec des ordres du jour communs.
- Il est prévu que la Task force de l'OCDE traitera de toutes les questions liées au développement du nouveau manuel. Pour l'essentiel, elles concerneront la R&D, mais il y a des points concernant d'autres types d'actifs, en particulier les logiciels et les bases de données, suite à l'actualisation du SCN.
- Une enquête pilote entreprise par Israël a établi qu'il est possible d'obtenir des estimations de la durée de vie de la R&D auprès d'experts de la R&D. Certes, les attentes varient d'un secteur à l'autre et en fonction du type de R&D, mais on estime qu'elles sont valables quels que soient les pays. Il serait donc souhaitable que d'autres pays réalisent des enquêtes similaires afin de valider celles-là.
- L'un des problèmes les plus délicats dans la mesure de la formation brute de capital fixe (FBCF) de la R&D est l'évaluation des exportations et des importations de R&D entre entreprises affiliées. Il semblerait que la solution réside dans des questions individualisées aux grandes multinationales concernées, soit à l'aide des questionnaires existants sur la R&D soit, éventuellement, de questionnaires sur l'innovation.

Point n° 12 – Manuel de l'OCDE de mesure de la production en volume des services de santé et d'éducation

21. Paul Schreyer et Sandra Hopkins (OCDE) présentent un premier projet de manuel sur la mesure de la production en volume des services de santé et d'éducation [STD/CSTAT/WPNA(2007)3]. Il s'agit d'un projet lancé par le Comité des statistiques de l'OCDE mais entrepris en étroite coopération avec les spécialistes de la santé et de l'éducation de l'OCDE. Il y a lieu d'espérer que les connaissances spécifiques à ces domaines permettront de traiter les problèmes de mesure et produiront également des données utiles pour l'analyse sectorielle. Autre caractéristique importante de ce projet : il envisage les dimensions temporelle et spatiale en parallèle et comprend – ou comprendra – des chapitres sur la mesure dans le temps de la production en volume au sein des pays et sur la mesure en volume dans différents pays. Pour l'heure, ce manuel n'est pas terminé. En particulier, une Taskforce OCDE-Eurostat sur les PPA dans la santé vient seulement de se mettre au travail, et devrait rendre un rapport d'ici à la fin 2008.

22. Le Groupe accueille favorablement ce rapport et l'approche générale suivie, mais exprime quelques réserves concernant certaines des options proposées pour les mesures. Il ressort des discussions que la distinction entre production et résultat est jugée très importante, et on souligne qu'il n'existe pas encore de consensus au niveau international sur les méthodes à suivre pour l'ajustement en fonction de la qualité. Dans le domaine des soins médicaux, il subsiste une série de problèmes conceptuels et empiriques. Par exemple, il n'y a pas de manière simple de suivre les passages entre traitement ambulatoire et traitement avec hébergement dans la mesure en volume des services de santé. Il est également souligné que l'enseignement tertiaire a une importante production en termes de recherche, aspect que le manuel ne fait qu'effleurer.

23. Les pays sont invités à formuler d'autres commentaires sur le projet de document **avant le 30 novembre 2007**. Une version plus complète et révisée du manuel sera présentée au Groupe de travail à l'occasion de sa réunion de 2008. L'OCDE et Eurostat poursuivront leur étroite coordination sur ce travail.

Points n° 13 et 14 – Comptes environnementaux

24. Ces deux points de l'ordre du jour sont consacrés à des présentations sur les travaux sur la comptabilité environnementale. Mark de Haan, Président du Groupe de Londres sur la comptabilité environnementale rend compte de ses progrès en matière de comptabilité environnementale au niveau international ainsi que du projet de révision et d'actualisation du système de comptes économiques et environnementaux (SCEE). Il rend également compte de travaux en cours sur la comptabilité environnementale aux Pays-Bas. Une seconde présentation de M. Tsunenori Ashiya (Division des données et de l'analyse, Gouvernement préfectoral de Hyogo, Japon) traite des comptes hybrides au niveau régional, afin d'améliorer le suivi et la gestion des flux de déchets. L'outil analytique est une matrice des comptes nationaux incluant des comptes environnementaux (NAMEA). Une troisième présentation d'Elisabeth Mollgaard (Eurostat) donne un aperçu général du contexte de politiques et de stratégies pour les comptes environnementaux en Europe. Eurostat est responsable de plusieurs centres de données environnementales, comme les données sur les déchets ou les analyses de cycle de vie. Il ressort de l'ensemble de ces trois présentations qu'il est important de préserver et de renforcer les liens entre les comptes nationaux et les comptes environnementaux.

Point n° 15 – Rapport de situation sur les transmissions des données et métadonnées annuelles de comptes nationaux à l'OCDE et rapport d'avancement NAWWE et

Point n° 16 – Rapport de situation sur les transmissions des données et métadonnées trimestrielles de comptes nationaux à l'OCDE

25. Catherine la Rosa (OCDE) rend compte de la situation des transmissions des données de comptes nationaux annuels à l'OCDE [STD/CSTAT/WPNA(2007)9], Lars Thygesen (OCDE) informe l'assemblée de l'état d'avancement du projet NAWWE et Rachida Dkhissi (OCDE) donne une présentation sur les transmissions des données des comptes nationaux trimestriels [STD/STAT/WPNA(2007)6]. Dans l'ensemble, la transmission des données et la coopération avec Eurostat fonctionnent de manière satisfaisante. La mise en œuvre du questionnaire OCDE-Eurostat révisé pour les données annuelles est en cours.

26. Lors des discussions, Roberto Barcelan (Eurostat), rappelle au groupe que le questionnaire est lié à une réglementation et qu'il est par conséquent obligatoire pour les pays de l'UE. Il explique que l'introduction du nouveau questionnaire dans les pays européens est prévue le 1^{er} décembre. De nouveaux codes familles seront utilisés. Il insiste sur la coopération et Eurostat, soulignant qu'elle a permis de réduire la charge de réponse pour les pays Membres. Les missions conjointes dans les pays membres telles

que celle qui a été menée au Royaume-Uni cette année s'avèrent utiles pour toutes les parties et il serait bon de les renouveler dans l'avenir.

27. S'agissant des comptes nationaux trimestriels, M. Barcelan note qu'Eurostat est également préoccupé quant à la disponibilité des calculs de contribution à la croissance. Il note que la Task force conjointe d'Eurostat et de la BCE sur l'ajustement saisonnier formulera des recommandations sur l'ajustement saisonnier, en particulier s'agissant du chaînage. Ces recommandations seront publiées d'ici à février 2008. Par ailleurs, il informe le Groupe sur les principales réalisations menées par Eurostat conjointement avec la BCE, avec en 2007, avec la publication de la première série de comptes sectoriels trimestriels pour l'UE et la zone euro.

28. La Norvège note que le tableau 0800 devrait être disponible fin novembre avec révisions depuis 1978.

29. L'Australie suggère que les comptes nationaux trimestriels et les comptes financiers fassent partie de la liste des données à fournir par l'intermédiaire du système d'échanges de données de comptes nationaux à l'échelle mondiale (NAWWE). Le délégué de l'Australie indique également qu'il y a peut-être eu une confusion sur les données spécifiques qui sont nécessaires pour le projet COFOG2 (version plus affinée de la Classification des fonctions des administrations publiques, CFAP). L'Australie va par conséquent réexaminer la demande et devrait être en mesure de fournir une partie des données COFOG2. Il informe en outre le Groupe que les données sur l'emploi seront disponibles prochainement.

30. Le Royaume-Uni note que les tableaux 1400 et 2000 du questionnaire seront disponibles d'ici à 2010 et indique que la prise en compte des services financiers indirectement mesurés (SIFIM) sera mise en œuvre en 2008.

31. La Hongrie signale une erreur s'agissant des données disponibles pour la Hongrie en page 5 du document STD/CSTAT/WPNA(2007)9.

32. Le Japon indique que, s'agissant du projet COFOG2, malgré l'accent mis sur les trois fonctions de la santé, de l'éducation et de la protection sociale, ses services ne seront pas en mesure de fournir les données requises. Pour l'attribution du SIFIM, l'intention est de le mettre en application en 2010.

33. La Corée signale que les données de volume chaînées seront disponibles en 2009.

34. Le Mexique note que pour le chaînage des séries trimestrielles en volume, la ventilation des prix demandée pose des difficultés. Le résultat pourra être disponible après une période de transition de trois ans à compter de 2008. Le Mexique a également un problème de disponibilité de données pour l'affectation du SIFIM. Par conséquent, pour ces deux projets, il n'y aura de résultats qu'à moyen terme.

35. Mesures à prendre :

- COFOG : le Secrétariat adressera aux pays des requêtes plus précises ;
- NAWWE: le Secrétariat explorera les possibilités pour que ce projet soit étendu à d'autres données ;
- Le Secrétariat va explorer la possibilité d'organiser d'autres missions conjointes avec Eurostat sur les pays européens.

*** Révisions du PIB trimestriel des pays de l'OCDE**

36. Rachida Dkhissi (OCDE) fait brièvement le point [STD/STAT/WPNA(2007)15] sur la base de données des révisions de l'OCDE depuis la présentation de ce produit à la réunion de l'an dernier.

37. L'Australie note que le résultat peut varier de manière importante selon les analyses. Le Canada souligne l'importance des métadonnées en cas de changements de méthodologie. Le Canada s'est doté de règles rigoureuses en matière de transparence des révisions. Le Japon note de même qu'une analyse a été réalisée avant et après l'adoption d'une nouvelle méthode en 1992. Après l'instauration de cette nouvelle méthode, les révisions sont nettement moindres.

38. Action à entreprendre : mettre au point les métadonnées pour accompagner l'analyse des révisions.

Point n° 17 – Analyse des révisions du déficit/excédent public

39. Joao Nogueira Martins (Commission européenne) présente un document de la Commission européenne [STD/CSTAT/WPNA(2007)4] sur l'évaluation de la fiabilité des chiffres de déficits et de dettes publiques communiqués à la Commission européenne par les États Membres.

40. Dans la discussion qui suit, les délégués de la Suède, du Portugal et des Pays-Bas clarifient certains points s'agissant des statistiques de la dette publique de leur pays. Le délégué de l'Australie observe qu'il pourrait être intéressant de comparer les prévisions avec les chiffres officiels communiqués par les États Membres à la Commission européenne. De plus, on pourrait établir des « bonnes pratiques ». Il est aussi important que les analystes gardent à l'esprit que ces chiffres sont des estimations, et qu'ils en connaissent la marge d'erreur. M. Nogueira Martins indique que l'UE a déjà réalisé des travaux sur l'analyse des prévisions et qu'ils devraient être publiés prochainement.

41. M. Nogueira Martins et Paul Schreyer (OCDE) expriment l'un et l'autre leur intérêt pour une extension de cette étude à des pays n'appartenant pas à l'UE. L'OCDE a tenté de reproduire le travail de l'UE pour certains autres pays Membres, mais il s'est avéré que les informations disponibles dans les bases de données de l'OCDE ne font pas la distinction entre les données officielles communiquées par les pays et les estimations produites par le Département des affaires économiques de l'OCDE. Par conséquent, une analyse s'appliquant aux pays non-UE devrait être fondée sur les données fournies par les Instituts nationaux de statistiques.

Point n° 18 – Calcul des variations des stocks

42. Charles Aspdén (OCDE) présente un exposé [STD/CSTAT/WPNA(2007)19] sur les méthodes employées par les pays de l'OCDE pour estimer les variations trimestrielles des stocks en fonction de données d'enquêtes. Lors de la réunion d'octobre 2006 du Groupe de travail sur les comptes nationaux, il a été décidé que, suite à l'enquête conduite en 2006 conjointement par OCDE et Eurostat afin de déterminer la manière dont les pays dérivent leurs estimations de contributions à la croissance et de variations des stocks, une nouvelle enquête devrait être réalisée en 2007 afin de recueillir des informations auprès des pays qui réalisent des enquêtes auprès des entreprises pour obtenir leur estimations. Vingt pays ont répondu à la première enquête et les treize qui, parmi ceux-ci, ont indiqué qu'ils réalisent des enquêtes auprès des entreprises, ont par conséquent reçu le second questionnaire.

43. Le Groupe approuve le travail accompli et indique qu'il souhaiterait connaître les expériences d'autres pays.

Point n° 19 – Le point sur l’harmonisation des méthodologies

44. Brent Moulton (États-Unis, Bureau de l’analyse économique, BEA) présente un exposé sur les Approches statistiques de l’équilibrage des comptes nationaux. Il évoque le document de recherche de Baoline Chen [STD/CSTAT/WPNA/RD(2007)1] qui propose une méthode efficace des moindres carrés généralisés (MCG) pour équilibrer les comptes sectoriels des États-Unis en utilisant systématiquement des coefficients de variation pour les estimations. En conclusion, Brent Moulton indique que le BEA projette d’affiner le modèle et éventuellement de le développer.

45. En réponse à Charles Aspden (OCDE), Brent Moulton indique que les coefficients d’erreur dans la méthode des moindres carrés généralisés proviennent des statisticiens des enquêtes. Le délégué de l’Australie demande quelle est la signification des coefficients de variation dans le contexte de la source administrative globale. Brent Moulton répond qu’il utilise un échantillon pour les déclarations fiscales d’entreprises. Le délégué du Canada indique que le SCN 93, comme d’ailleurs tous les autres documents officiels, est muet sur la mesure et le traitement des erreurs. Il serait, suggère-t-il, utile pour les pays de l’OCDE, de créer un manuel décrivant les pratiques communes. En réponse à une question du délégué de la BCE, Brent Moulton note que la réconciliation des approches par les dépenses et par les revenus est prévue dans les prochaines étapes.

Point n° 20 – Une approche par produits pour un compte satellite des TIC

46. Oda Schmalwasser (Statistisches Bundesamt, Institut national de statistique de l’Allemagne) présente un document [STD/CSTAT/WPNA(2007)1] rédigé par Ulrich Greiner. Elle revient sur le guide pour la mesure de l’économie de l’information produit en 2005 par l’OCDE, qui a été utilisé par le Statistisches Bundesamt pour la définition des TIC par produits. Elle présente ensuite quelques conclusions sur les produits et l’utilisation finale des TIC.

47. Au cours de la discussion, Ms. Schmalwasser indique au délégué de la France que seuls les prix courants ont été considérés pour le moment. Le Délégué de l’Australie convient que l’approche par produit est la plus appropriée du point de vue des comptes nationaux. Il propose d’approfondir la discussion avec l’Allemagne sur la mesure de la valeur ajoutée des TIC, dans la mesure où l’Australie a rencontré le même problème avec le compte satellite du tourisme.

Point n° 21 – Session de clôture : programme de travail

48. Paul Schreyer (OCDE) invite les délégués à formuler des suggestions sur les domaines à aborder lors de la prochaine réunion :

- Le délégué de l’Australie s’associe au délégué du Canada, qui souhaiterait un débat plus approfondi sur les erreurs de mesure. Il suggère aussi que l’on envisage des approches différentes pour le PIB. Enfin, il propose que l’on conduise davantage d’enquêtes sur des aspects pratiques, particulièrement dans le domaine des coûts de transferts des capitaux afin de s’informer sur les pratiques suivies dans les différents pays.
- Le délégué des Pays-Bas demande aux autres pays de fournir plus d’informations sur les aspects techniques de leur processus en matière d’étalonnage, et en particulier sur les ressources affectées à cette tâche. Cela serait utile pour répondre à la question « quels sont les coûts et les avantages de produire des séries longues par rapport à un indice de référence ? »

49. Paul Schreyer (OCDE) approuve les suggestions formulées par les pays et signale qu’il est disposé à recevoir d’autres idées par courriel dans les prochains mois. Il évoque également des projets en

cours tels que le Manuel sur les produits de la propriété intellectuelle et le Manuel de mesure de la production en volume des services de santé et d'éducation, qui seront de nouveau à l'ordre du jour l'an prochain. Enfin, une annonce est faite concernant la publication des nouveaux résultats 2005 de l'indice de référence pour les PPA dans les pays de l'OCDE, de l'UE et de la CEI à la mi-novembre.

50. Charles Aspden (OCDE) remercie les pays pour leurs réponses aux enquêtes.

51. Actions projetées :

- Les pays sont invités à adresser leurs commentaires au Secrétariat sur le Manuel sur la mesure du capital » et sur les Travaux sur l'éducation et la santé d'ici à la fin novembre.
- Les pays désireux de participer à la Task Force sur la capitalisation de la R&D sont invités à le faire savoir au Secrétariat.

52. La réunion de l'an prochain est planifiée provisoirement pour la semaine de 13 octobre 2008.

53. Enfin, il est signalé que les présentations Powerpoint seront publiées sur le site web.